

## La hausse des dépenses militaires des BRICS : Menace pour la sécurité ou aubaine pour l'industrie européenne de l'armement ?

Par **Bérangère Rouppert**

22 juin 2012

### Résumé

Depuis le début des années 2000, des voix alarmantes s'élèvent pour dénoncer l'ampleur croissante des dépenses militaires engagées par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, plus connus sous l'acronyme de BRICS. Qu'en est-il réellement ? Pourquoi ces puissances augmentent-elles leur budget de défense et à quelles fins ? Le monde occidental doit-il craindre une nouvelle course aux armements ou bien doit-il y voir une aubaine pour relancer une industrie de défense victime des importantes coupes budgétaires liées à la crise économique et financière ? Telles sont les questions auxquelles tente de répondre cet état des lieux.

**Mots clés** : BRICS, dépenses militaires, base industrielle de défense, transferts d'armes, course aux armements, transferts de technologie.

### Abstract

#### BRICS's higher military spending: worrying or reassuring ?

Since the early 2000s, alarming voices have criticized the increasing scale of military spending by Brazil, Russia, India, China and South Africa, better known under the acronym BRICS. What is myth and what is reality? Why do these emerging powers increase their defense budget and to which purpose? Should the Western world fear a new arms race, or is this a chance for the European defense industry which suffered from severe budget cuts related to the economic and financial crisis? These and other questions are dealt with in this paper.

**Keywords** : BRICS, military expenditure, arms production, arms transfers, arms race, technology transfers.

#### Citation :

ROUPPERT Bérangère, *La hausse des dépenses militaires des BRICS. Menace pour la sécurité ou aubaine pour l'industrie européenne de l'armement ?*, Note d'Analyse du GRIP, 22 juin 2012, Bruxelles.

URL : [http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES\\_ANALYSE/2012/NA\\_2012-06-22\\_FR\\_B-ROUPPERT.pdf](http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2012/NA_2012-06-22_FR_B-ROUPPERT.pdf)



## Introduction

Depuis le début des années 2000, des voix alarmantes s'élèvent pour dénoncer l'ampleur croissante des dépenses militaires engagées par certaines puissances émergentes. Il s'agit du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, plus connues sous l'acronyme de BRICS. Qu'en est-il réellement ? Pourquoi ces puissances augmentent-elles leur budget de défense et à quelles fins ? Le monde occidental doit-il craindre une nouvelle course aux armements ou bien doit-il y voir une aubaine pour relancer une industrie de défense victime des importantes coupes budgétaires liées à la crise économique et financière ?

Telles sont les questions auxquelles tente de répondre cet état des lieux en se penchant tout d'abord sur l'importance de la menace représentée par les dépenses militaires, la production d'armements et les transferts d'armements de ces cinq États ; ensuite, cette note analyse les facteurs qui, individuellement ou collectivement, poussent les BRICS à augmenter leur budget de défense et, enfin, elle pose la question de savoir si cette tendance à la hausse peut être considérée comme une aubaine pour les industries européennes de défense.

## 1. Le développement militaire des BRICS permis par leur forte croissance économique

La hausse des dépenses militaires<sup>1</sup> des BRICS va de pair avec des taux de croissance économique élevés. Parce qu'ils en ont les moyens financiers, les BRICS n'hésitent pas à investir beaucoup dans le secteur de la défense et, plus particulièrement dans des équipements modernes et performants. Leurs bases industrielles de défense ne sont encore qu'embryonnaires, ce qui explique leurs importants programmes d'acquisition d'armements.

### 1.1. Les dépenses militaires des BRICS en hausse, derrière l'Occident

#### 1.1.1. Au niveau mondial

Comme cela n'a cessé d'être le cas tout au long de la décennie 2001-2010, les dépenses militaires mondiales ont à nouveau augmenté de 1,3% en 2010 par rapport à 2009<sup>2</sup>. Si l'on se réfère aux données du *Military Balance 2012* et du *SIPRI Yearbook 2011*<sup>3</sup>, jusqu'à ce jour, l'Amérique du

---

1. Pour les dépenses militaires, le SIPRI donne la définition suivante : « **Where possible, SIPRI military expenditure include all current and capital expenditure on:** the armed forces, including peace keeping forces ; defence ministries and other government agencies engaged in defence projects ; paramilitary forces when judged to be trained, equipped and available for military operations ; military space activities.

**Such expenditures should include:** personnel (all expenditures on current personnel, military and civil, retirement pensions of military personnel, social services for personnel and their families) ; operations and maintenance ; procurement ; military research and development ; military construction ; military aid (in the military expenditures of the donor country).

**Excluded military related expenditures:** civil defence ; current expenditure for previous military activities (veterans benefits, demobilization, conversion of arms production facilities, destruction of weapons). » Site du SIPRI [http://www.sipri.org/research/armaments/milex/resultoutput/sources\\_methods/definitions](http://www.sipri.org/research/armaments/milex/resultoutput/sources_methods/definitions)

2. Voir graphique en annexe I.

3. *SIPRI Year Book 2011*, p. 183.

Nord, l'Europe et le Japon, continuent d'afficher des dépenses militaires qui comptent pour les deux tiers des dépenses mondiales.

Malgré leurs difficultés financières et leur croissance en berne, les puissances occidentales continuent d'occuper les premières places en matière de dépenses militaires. Cela n'empêche pas les BRICS de compter parmi les 15 plus grosses dépenses militaires mondiales, à l'exception de l'Afrique du Sud. En outre, la croissance de ces dépenses au cours de la décennie écoulée affiche des chiffres à faire pâlir les stratèges des grandes puissances européennes, dont les chiffres sont spectaculairement bas. Tandis qu'entre 2001 et 2010, la Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil ont connu une hausse de leurs dépenses militaires respectivement de 189%, 82,4%, 54,3%, 29,6%, celle du Japon, de l'Allemagne et de l'Italie sont négatives (-1,7%, -2,7%, 65,8%) et la France se contente d'une faible augmentation de 3,3%. Si la tendance actuelle se poursuit, il est fort probable que, dans quelques années, les puissances européennes se verront supplantées par les BRICS en matière de dépenses militaires.

Selon la base de données du SIPRI, en 2010, avec une croissance économique de 3% (Banque mondiale) et une inflation de 0,8% (FMI), les États-Unis ont un budget militaire de 698.281 milliards de dollars, tandis qu'avec une croissance économique de 10,4% (Banque mondiale) et une inflation de 6,6% (FMI), la Chine consacre à ce budget 121.064 milliards de dollars<sup>4</sup>. Les États-Unis ont un budget militaire dépassant de loin celui de la Chine : le SIPRI précise en effet qu'entre 2001 et 2010, les dépenses militaires américaines (en raison de l'effort de guerre) ont augmenté de 81%, tandis que celles du reste du monde n'ont augmenté que de 32%<sup>5</sup>. Si l'on suppose que la Chine continuera d'augmenter ses dépenses au rythme actuel (189% en 10 ans) et si l'on prend en considération la diminution prévue du budget américain de la défense de près de 490 milliards de dollars sur dix ans<sup>6</sup>, le faisant passer de 700 à 500 milliards de dollars annuels<sup>7</sup>, il semble que les États-Unis resteront en tête des dépenses militaires pendant encore de longues années.

Avec, en 2010, des budgets militaires respectifs de 46 milliards de dollars, 34 milliards de dollars et 4,6 milliards de dollars, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud se situent en-dessous des budgets militaires français (59 mds de dollars), britannique (58 mds de dollars) et japonais (54 mds de dollars) ; le budget militaire allemand, avec 45 milliards de dollars, est légèrement inférieur au budget indien. Quant au budget militaire russe, qui s'élève à 58,6 milliards de dollars, il est à peu près équivalent aux budgets français et britannique – la tendance change en 2011 puisque le budget militaire russe passe à 64 milliards de dollars tandis que les deux autres sont à la baisse<sup>8</sup>.

---

4. Le SIPRI estime qu'il existe, pour le budget militaire chinois, un chiffre officiel et un chiffre non officiel. Ainsi, au chiffre officiel communiqué par les autorités chinoises, les experts du SIPRI procèdent à des estimations basées sur « le changement de pourcentage dans les dépenses militaires officielles, les tendances récentes des dépenses dans une même catégorie, et, dans le cas des revenus commerciaux de l'Armée populaire de libération, sur l'hypothèse d'une diminution progressive ». Base de données en ligne des dépenses militaires du SIPRI.

<http://www.sipri.org/research/armaments/milex>

5. *SIPRI Yearbook 2011*, p. 157.

6. BONNIOT, Vincent, DE MONTLUC, Bertrand. « La nouvelle stratégie de défense américaine dans un contexte budgétaire difficile ». *Revue Défense Nationale* n° 749, p. 126. Avril 2012.

7. « Tout le monde réarme, sauf les Européens ». *Le Monde*. 23 février 2012.

8. Base de données en ligne du SIPRI.

## Dépenses militaires comparées des BRICS, en milliards de dollars aux prix de 2010

	Brésil	Russie	Inde	Chine	Afrique du Sud	Etats-Unis	France	Royaume Uni	Allemagne	Japon
1997	18,83	32,21	20,65	23,84	3,21	375,38	59,33	42,99	46,90	54,43
2000	22,46		25,84	33,50	3,29	382,06	57,62	44,31	47,23	54,79
2001	26,01	32,20	26,74	41,18	3,70	385,14	57,43	46,10	46,64	55,38
2006	24,77	47,26	33,96	76,07	4,57	570,77	61,06	54,02	42,84	54,64
2007	27,07	51,28	34,37	87,73	4,61	585,75	61,26	55,73	42,88	53,89
2008	29,13	56,89	38,99	96,66	4,57	629,10	60,65	58,22	44,11	53,16
2009	31,24	59,57	45,90	116,67	4,76	679,57	64,75	59,35	45,77	54,34
2010	34,38	58,64	46,09	121,06	4,63	698,28	59,10	58,10	45,08	54,64
2011	31,58	64,12	44,28	129,27	4,83	689,59	58,24	57,88	43,48	54,53

Source : Base de données en ligne du SIPRI : <http://www.sipri.org/research/armaments/milex>

### 1.1.2. Les dépenses militaires du Brésil

Au cours de la décennie 2001-2010, le Brésil a connu une hausse de 30% de ses dépenses militaires, soit une moyenne annuelle de 2,9%, en phase avec sa croissance économique de 41% sur la même période. Si l'on considère la période 2004-2010, la hausse moyenne annuelle s'élève à 6,9%<sup>9</sup>. En 2010, son budget de la défense a connu une hausse de 9,3% par rapport à 2009, pour atteindre 33,5 milliards de dollars.

Cependant, pour l'année 2012, les prévisions de croissance sont en baisse, ce qui a poussé la nouvelle présidente brésilienne, Dilma Roussef, à entreprendre, dès 2011, des coupes budgétaires, qui n'ont pas épargné le ministère de la Défense. Même si la Stratégie sur la Défense nationale de 2008 a été peu impactée en raison de la volonté du nouveau gouvernement de s'inscrire dans la continuité en matière de défense, les coupes budgétaires se sont traduites par des reports de commandes ou des délais supplémentaires pour la construction d'équipements militaires dont ont surtout souffert la Marine (report du renouvellement de la flotte de surface) et l'Armée de l'air (report de l'achat de 36 chasseurs).

Le gros des dépenses militaires est consacré au paiement des soldes et des retraites, soit 73% en 2010 ; 13% sont consacrés aux équipements militaires et 12,5% aux opérations et à la maintenance.

### 1.1.3. Les dépenses militaires de la Russie

Après une transition vers l'économie de marché dans les années 1990 et grâce à son économie de rente basée sur les exportations de pétrole et de gaz, dont les prix ne cessent de s'envoler depuis quelques années, la Russie est parvenue à reprendre le chemin de la croissance au cours des années 2000. C'est ce qui lui a permis d'investir dans le secteur de la défense. Entre 2001 et 2010, ses dépenses militaires ont augmenté de 82%, pour atteindre 58,7 milliards de dollars, suivant par là même la courbe de la croissance économique.

9. SIPRI Yearbook 2011. « Military expenditure », p. 170.

Il est flagrant de remarquer qu'en 2009, bien qu'elle ait accusé un très grand recul en matière de croissance (-7,80%), la Russie a maintenu ses dépenses militaires à un niveau élevé : les leçons tirées de l'attaque contre la Géorgie sont probablement à l'origine de la détermination politique à poursuivre les investissements de défense. Ainsi, en 2010, Dmitri Medvedev, qui était encore président de la Fédération de Russie, a décidé d'engager son pays dans un vaste programme de modernisation et d'acquisition d'équipements militaires. Lors de la campagne présidentielle russe deux ans plus tard, le candidat Poutine a annoncé devoir procéder, face à la politique américaine et otanienne<sup>10</sup>, à un « réarmement sans précédent »<sup>11</sup> de la Russie pour un montant de 590 milliards d'euros.

Même s'il est prévu que d'ici à 2015, les dépenses militaires atteignent 4% du PIB, voire plus rapidement 5%, l'*Institute of Security Studies*, qui pilote le rapport Military Balance, reste toutefois sceptique quant à la capacité du pays à soutenir un tel effort en raison des mauvaises performances de l'économie russe et des faiblesses du secteur bancaire<sup>12</sup>.

#### 1.1.4. Les dépenses militaires de l'Inde

Avec un taux de croissance sans cesse en hausse (à l'exception de 2002) et compris entre 4 et 9% au cours de la décennie 2000-2010, l'Inde a pu investir massivement dans le secteur de la défense, en y consacrant entre 2,3% et 3% de son PIB. En 2010, ses dépenses militaires se sont élevées à 41,3 milliards de dollars, soit une hausse de 54% par rapport à 2001<sup>13</sup>. Pour l'année fiscale 2012-2013, l'Inde a prévu de poursuivre l'augmentation de ses dépenses militaires, alors qu'elle accuse un déficit de 5,5% de son PIB<sup>14</sup>. Il est en effet prévu qu'elles augmentent de 10% par an jusqu'à l'année fiscale 2015-2016, pour atteindre 40 milliards de dollars ; chiffre qu'elle aurait déjà atteint en 2010 si l'on en croit les données du SIPRI.

Les sommes élevées consacrées au budget de la défense ont permis de moderniser les forces armées indiennes, mais surtout d'investir massivement dans la recherche et le développement (R&D) – cette dernière a vu son budget quadrupler entre 2001 et 2010<sup>15</sup>. Au cours de la décennie, le budget de la défense a beaucoup favorisé l'armée de l'air, au détriment de l'armée de terre et de la Marine, bien que cette dernière fasse également l'objet d'un renforcement capacitaire.

#### 1.1.5. Les dépenses militaires de la Chine

En Asie, la Chine a le plus important budget de la défense et compte pour 30% des dépenses militaires de la région<sup>16</sup>. Avec un budget de 120 milliards de dollars, la Chine occupe la deuxième place mondiale en termes de dépenses militaires, derrière les États-Unis. Au cours de la décennie écoulée, son budget de la défense, suivant la courbe de la croissance économique, a augmenté de 189%, soit une croissance moyenne de 12,5% par an<sup>17</sup>. Cependant, la courbe des dépenses

---

10. En référence à l'impasse où se trouvent les négociations sur le bouclier antimissile de l'OTAN. Voir ROUPPERT, Bérangère. « Entre impératifs financiers, politiques et stratégiques : la poursuite des engagements russo-américains envers et contre tout ». Note d'Analyse du GRIP, 20 mai 2012.

<http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=1028>

11. « Poutine promet un réarmement 'sans précédent' de la Russie ». *Le Point*. 20 février 2012.

12. *Military Balance 2012*, p. 188.

13. *SIPRI Yearbook 2011*. «Military Expenditure», p. 166.

14. « L'Inde va augmenter son budget militaire de 17% ». *Opex360*. 19 mars 2012.

15. *SIPRI Yearbook 2011*. «Military Expenditure», p. 167.

16. *Military Balance 2012*, p. 214.

17. *SIPRI Yearbook 2011*. «Military expenditure», p. 159.

militaires n'a pas été régulière, alternant de fortes hausses (19,2% en 2009 par rapport à 2008) et des baisses notables (1,8% en 2010 par rapport à 2009). Pourtant, la part représentée par les dépenses militaires dans le PIB national est toujours restée constante, variant entre 2% et 2,2% du PIB<sup>18</sup>.

Une grande partie des hausses du budget de la défense permettent l'amélioration des soldes et des conditions de vie des membres de l'Armée populaire de libération (APL) et les processus de modernisation et d'adaptation au concept de « guerre en réseau »<sup>19</sup> (« network centric warfare » ou « informationization »)<sup>20</sup>. Elles servent également à « rattraper le retard par rapport à l'Occident dans le domaine des technologies et des capacités militaires », et à diversifier les opérations de l'APL vers des missions répondant aux actes de piraterie, aux catastrophes naturelles, et vers des opérations de maintien de la paix<sup>21</sup>.

### 1.1.6. Les dépenses militaires de l'Afrique du Sud

Si l'Afrique du Sud est la plus petite puissance militaire parmi les BRICS, elle est la plus importante en Afrique sub-saharienne, tant en termes de dépenses de défense qu'en termes d'industrie de défense. Avec la fin du régime d'apartheid, s'est ouverte une période de transition qui a touché tous les segments de la société, y compris le secteur de la défense. Les différents documents d'orientation du ministère de la Défense qui ont été publiés depuis ont pour but « d'aligner les capacités de défense sud-africaines avec les objectifs de politique étrangère affichés par le gouvernement »<sup>22</sup>.

Au cours de la décennie écoulée, le budget sud-africain de la défense a augmenté de 22% pour atteindre 4,5 milliards de dollars en 2010, en baisse de 2% par rapport à 2009<sup>23</sup>. Si, au début des années 2000, les acquisitions d'armements représentaient 40% du budget, elles ne représentent plus en 2010 que 18%.

## 1.2. La constitution de bases industrielles et technologiques de défense

Entre 2002 et 2009, les ventes d'armes des cent plus importantes entreprises mondiales du secteur de la défense ont augmenté de 58%<sup>24</sup>. Le secteur de l'armement est resté « à l'abri des effets de la crise financière » puisque le chiffre d'affaires des entreprises mondiales a continué à croître après 2008<sup>25</sup>.

Dans ce contexte florissant, certaines puissances émergentes aux capacités financières importantes, comme le sont les BRICS, cherchent à développer leur propre base industrielle et technologique de défense (BITD). Celle-ci leur procure un sentiment de sécurité et de fierté

18. SIPRI database.

19. Il s'agit d'une manière de conduire les opérations militaires en utilisant les systèmes d'information et les moyens de surveillances (drones, satellites) : cela inclut le partage d'informations entre les trois armes des forces armées, mais également entre alliés.

20. *SIPRI Yearbook 2011*. «Military expenditure», p. 160.

21. Idem.

22. Idem.

23. *SIPRI Yearbook 2011*. «Military expenditure», p. 176.

24. *SIPRI Yearbook 2011*. « Armament Production », p. 249.

25. MAMPAEY, Luc. «Dépenses militaires, production et transferts d'armes-Compendium 2012». Rapport du GRIP, janvier 2012, p. 19. Pour plus d'informations sur la résistance du secteur de l'armement face à la crise, consulter les p. 20 à 23 de ce rapport.

nationale mais surtout elles leur évitent d'être dépendants de l'étranger en matière de fourniture d'équipements militaires et donc de souffrir de mesures de restrictions internationales des ventes d'armes au cas où des embargos seraient prononcés à leur encontre, comme c'est le cas pour la Chine ou comme ce le fut pour l'Afrique du Sud. Si les productions nationales d'équipements militaires n'en sont qu'à leur début au Brésil, en Inde et en Afrique du Sud, elles sont plus avancées mais lacunaires en Russie et en Chine.

Il n'empêche que des entreprises de l'armement issues des BRICS figurent au classement des cent plus importantes entreprises mondiales du secteur de la défense : la très puissante firme brésilienne Embraer se situe à la 87<sup>e</sup> place du classement du SIPRI, la Russie compte huit entreprises placées entre la 21<sup>e</sup> et la 100<sup>e</sup> places, l'Inde deux entreprises aux 37<sup>e</sup> et 64<sup>e</sup> places.

### 1.2.1. La production d'armements du Brésil

Sous le président Lula, le Brésil s'est engagé dans la voie qui consiste à créer sa propre base industrielle de défense, depuis l'innovation et la recherche jusqu'à la conception des équipements militaires et leur exportation. En 2011, le Brésil a adopté des mesures afin de renforcer son industrie de défense, la rendre plus compétitive sur le plan international, et « gagner en autonomie » en fournissant ses forces armées avec ses propres équipements. Pour créer sa base industrielle de défense, Brasilia peut compter sur le développement de ses firmes nationales (telle la très puissante *Embraer*) et sur la création de partenariats avec des firmes étrangères (par exemple, avec le français DCNS pour la fabrication de quatre sous-marins de la classe *Scorpène*, et de son premier sous-marin à propulsion nucléaire de type *Rubis*<sup>26</sup>), lesquels s'accompagnent de transferts de technologie.

### 1.2.2. La production d'armements de la Russie

Les exportations d'armements russes ont permis à l'industrie de défense russe de connaître un taux de croissance non négligeable en la matière, bien que toujours au-dessous des niveaux de 1991. Même s'il est difficile de dresser un panorama précis, le *Military Balance 2012* estime que l'industrie de défense russe compte 1380 entreprises et organismes de R&D, dépendants d'agences russes ou de ministères. Un phénomène de corporatisme a été observé, donnant naissance à de grandes structures telles *Rostekhnologii*, (avec notamment l'entreprise en charge des exportations d'armes *Rosoboronexport*) ou *United Aircraft Corporation*, qui assurent les exportations d'équipements militaires.

Parmi les grands projets de production nationale d'armement voulus par Moscou, l'on trouve l'avion de combat de 5<sup>e</sup> génération le *Sukhoi T-50*, pour succéder au *MiG-29*, et les armes téléguidées pour équiper les *Sukhoi T-50*.

Le vaste programme de réarmement annoncé par Vladimir Poutine doit être réalisé par le complexe militaro-industriel, lequel est en proie à d'importantes défaillances : une réputation déplorable de l'industrie navale et aérienne russes<sup>27</sup> ; un « manque d'investissement et de soutien du secteur bancaire et financier »<sup>28</sup> ; un manque de renouvellement des équipes scientifiques dont la moyenne d'âge est de 58 ans<sup>29</sup>. Nombreux sont les exemples de retard de livraison ou défaut de

26. « La nouvelle alliance militaro-industrielle entre l'Inde et le Brésil ». *Presse gauche*. 24 avril 2012.

27. CHETERIAN, Vicken, « Une industrie militaire russe en état de choc ». *Le Monde diplomatique*. Octobre 2011. Vicken Cheterian cite notamment l'exemple des 35 MiG-29.

28. FACON, Isabelle. « Industrie d'armement russe : une situation paradoxale ». *Géoéconomie* 2011/2, n° 57, p. 61-69

29. CHETERIAN, Vicken, *art. cit.*

conception des équipements russes : par exemple, le *Boulava*, missile intercontinental russe n'a cessé de rencontrer des problèmes techniques<sup>30</sup>.

Pour le Centre d'analyse des stratégies et des technologies (CAST) de Moscou, avoir recours aux importations d'équipements militaires est une manière pour le gouvernement de « maint[enir] la pression sur son industrie de défense nationale afin de l'inciter à une plus grande compétitivité, tant sur la qualité que sur les prix et les délais de livraison »<sup>31</sup>. Toutefois, l'objectif n'est pas de se reposer sur les importations mais « plus de développer la fabrication d'équipements produits par des firmes étrangères en Russie sur la base de *joint ventures* ou de licences »<sup>32</sup>.

### 1.2.3. La production d'armements de l'Inde

Le gouvernement indien met l'accent depuis quelques années sur le développement de la production indigène de matériels et armements militaires. Pour cela, il a considérablement investi dans la R&D : si, pour l'année fiscale 2001-2002, 1,3% du budget de la défense lui était consacré, pour l'année fiscale 2010-2011, c'est désormais 5,6%<sup>33</sup>.

En 2010, le Premier ministre, Manmohan Singh, a fait part de ses craintes face au manque d'autonomie de la R&D en matière de défense et à l'augmentation des importations militaires due aux retards incessants de la production nationale de systèmes d'armes, sans compter le fait que parfois les produits ne correspondent pas aux exigences voulues<sup>34</sup>. En effet, en dépit d'importants investissements en vue de développer la production nationale, l'Inde n'a pas atteint son objectif consistant à produire 70% de ses équipements militaires, puisqu'elle n'en produit que 30%<sup>35</sup> et reste donc largement dépendante des fournisseurs étrangers : pour preuve, entre 2001 et 2010, l'ensemble de ses avions de combat, 75% de ses tanks et 27% de ses navires de guerre ont été importés<sup>36</sup>.

Face aux difficultés à produire des équipements militaires nationaux, l'Inde souhaite « indianiser » le processus de production des équipements militaires en transformant la relation client-fournisseur en véritable partenariat, c'est-à-dire en incluant dans les contrats des transferts de technologie qui œuvreront au « développement d'une production nationale dans le secteur de la défense », selon les propres termes du secrétaire d'État indien à l'industrie de la défense<sup>37</sup>. En outre, l'Inde exige des compensations : dans le cadre du contrat des *Rafale* par exemple, la France s'est engagée à acheter en Inde des biens et services pour la moitié de la somme du contrat de 15 milliards d'euros<sup>38</sup>.

### 1.2.4. La production d'armements de la Chine

En vue de constituer une base industrielle et technologique de défense, la Chine s'est engagée, dans le Livre Blanc 2010, dans une politique favorisant l'innovation. Les priorités de l'administration chinoise sont les technologies spatiales, les systèmes de missile, le

30. Idem.

31. CHETERIAN, Vicken. « Une industrie militaire russe en état de choc ». *Le Monde diplomatique*. Octobre 2011.

32. *SIPRI Yearbook 2011*. « Military Expenditure », p. 166.

33. *SIPRI Yearbook 2011*. « Military expenditure », p. 167.

34. « PM's address at the national Technology Day ». Prime Minister of India website. 26 mai 2010.

35. *SIPRI Yearbook 2011*. « International Arms Transfers », p. 279.

36. *SIPRI Yearbook 2011*. « International Arms Transfers », p. 280.

37. « L'Inde veut indianiser la production de son matériel militaire ». *Le Monde*. 19 février 2010.

38. « Ce que cache le contrat Rafale ». *Le Télégramme*. 11 février 2012.



développement d'une marine de surface (notamment de son premier porte-avions) et sous-marine et la guerre en réseau.

Des avancées notables ont été réalisées là où le glissement de compétences civiles vers des applications militaires a été possible. Cela a été le cas pour les satellites à double usage : en vue de concurrencer le GPS américain et le GLONASS russe, la Chine a lancé le programme *China's Compass Navigation Satellite System* de localisation mondiale. Utilisé à des fins civiles comme militaires, cet ensemble de 35 satellites permettra à la Chine d'« améliorer la précision de son système de guidage et de poursuivre le développement de ses capacités de guerre en réseau »<sup>39</sup>.

Face à certaines lacunes de son industrie de défense, notamment dans le domaine de la motorisation, la Chine opte également pour des partenariats avec des firmes étrangères. L'objectif est de « siniser » ces entreprises étrangères « par tous les moyens (recapitalisation, *joint ventures* à part étrangère minorée, *management...*) afin de construire une véritable industrie chinoise verticale, de la conception à la fabrication et à l'exploitation »<sup>40</sup>.

### 1.2.5. La production d'armements de l'Afrique du Sud

Sur le continent africain, l'industrie de défense sud-africaine est la plus développée, probablement car elle est la plus ancienne. Ses débuts remontent en effet aux années 1960 lorsque l'ONU a décrété en 1963 un embargo volontaire sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud, lequel est devenu obligatoire en 1977 ; les condamnations continues du régime d'apartheid ont encouragé les autorités à étendre l'industrie de défense qui est devenue florissante à l'heure de la modernisation des forces armées et de la militarisation de l'État. Mais la fin de la Guerre froide s'est accompagnée à la fois d'un retour à la stabilité régionale et d'une profonde récession, entraînant une baisse considérable des besoins et donc des dépenses militaires sud-africaines et une réorientation des investissements vers d'autres priorités sociales. Dès 1995, le gouvernement a opté pour l'achat d'armes à des firmes étrangères en échange de compensations, tout en conservant les secteurs les plus compétitifs de l'industrie d'armements<sup>41</sup>.

Mais depuis quelques années, comme l'indique la hausse de ses dépenses militaires, les autorités sud-africaines ont réintroduit l'industrie de défense dans leur stratégie de développement et ont fait des choix : d'une part, se lancer dans les technologies de pointe ; d'autre part, conclure des partenariats avec des firmes étrangères telles Eurocopter, SAAB, BAE Systems ou encore Lockheed Martin.

Les orientations stratégiques ont permis à l'Afrique du Sud de se placer, en 2010, au 16<sup>e</sup> rang des fournisseurs mondiaux d'armements<sup>42</sup>. Ses productions concernent tous les secteurs de la défense : les missiles, les radars de surveillance, les armes légères, les munitions de petit et moyen calibres, les drones, les tourelles de combat, les véhicules anti-mines, etc.

### 1.2.6. Conclusion

Malgré les investissements réalisés par les gouvernements des BRICS en vue de soutenir la production nationale d'armements, à tous les stades de la conception des équipements militaires, du temps sera encore nécessaire avant que leurs BITD soient pleinement efficaces. En effet,

39. *Military Balance 2012*, p. 214.

40. LAULUSA, Léon, DELPY, Patrick. « Innovation et transferts technologiques entre la France et la Chine : une relation à (trans)former ». *La Revue internationale et stratégique* n° 81, printemps 2011, p. 128.

41. DUNNE, J. Paul. «The making of arms in South Africa». *The Economics of Peace and Security Journal*. Vol. 1, n° 1, 2006.

42. Voir MAMPAEY, Luc. *Op. cit.*, p. 42.

quand elles sont balbutiantes, elles se heurtent à la nécessité de construire des infrastructures adéquates mais fortement onéreuses et de mener une politique éducative volontariste pour former du personnel hautement qualifié. Elles sont également confrontées à un niveau de technologie déjà extrêmement sophistiqué sur le marché qui les pousse parfois à opter pour des *joint-ventures*, des partenariats ou le développement de produits sous licence et à exiger dans leurs commandes d'équipements des transferts de technologies ou des compensations. Enfin, face aux grands de l'armement tels les américains *Lockheed Martin*, *Boeing*, *Northrop Grumman*, *General Dynamics* et *Raytheon*, la compétition qui attend les pays émergents est rude et rend la garantie de trouver des débouchés plus faible.

### 1.3. Les transferts d'armements

Selon le SIPRI Year Book 2011, les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne représentent à eux cinq 75% du volume des exportations mondiales des armements conventionnels sur la période 2006-2010, en recul de 5 points par rapport aux cinq années précédentes.

Sur la période 2000-2009, parmi les 15 plus gros importateurs mondiaux d'équipements militaires, l'on compte seulement deux BRICS, la Chine et l'Inde, aux deux premières places. Sur la période 2001-2010, si l'on considère les 50 plus importants importateurs, l'Afrique du Sud et le Brésil occupent les 26<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> places.

Parmi les 15 plus gros fournisseurs d'armements, l'on compte deux BRICS également, la Russie et la Chine, respectivement aux seconde et septième places. Sur la période 2001-2010, si l'on considère les 50 plus importants importateurs, l'Afrique du Sud se hisse à la 16<sup>e</sup> place, le Brésil à la 22<sup>e</sup> et l'Inde à la 38<sup>e</sup>.

#### 1.3.1. Les transferts d'armements du Brésil

En 2010, le Brésil se situe à la 22<sup>e</sup> place des plus gros fournisseurs d'équipements militaires et à la 28<sup>e</sup> place des plus gros importateurs du secteur. L'acquisition d'équipements militaires s'inscrit dans le cadre de la modernisation décidée dans la stratégie de défense nationale et les exportations sont le fruit de l'essor de la BITD brésilienne.

En septembre 2009, le Brésil et la France ont signé un important accord qui prévoit la construction de quatre sous-marins de la classe « Scorpène » et du premier sous-marin brésilien à propulsion nucléaire, ainsi que la construction au Brésil de 50 hélicoptères du modèle « Super Cougar EC725<sup>43</sup>. Le Brésil a choisi la France comme « partenaire exclusif pour les prochaines décennies »<sup>44</sup>.

#### 1.3.2. Les transferts d'armements de la Russie

En dépit des défaillances et lacunes de son industrie de défense, la Russie n'en occupe donc pas moins la deuxième place mondiale sur le marché de la vente d'armements, juste derrière les États-Unis. Selon le *SIPRI Yearbook 2011*, la Russie a représenté 23% du volume mondial des transferts d'armes internationaux pour la période courant de 2006 à 2010<sup>45</sup> avec pour principaux destinataires, la Chine (40,3% des exportations militaires russes) et l'Inde (24,6% des exportations militaires russes).

43. *SIPRI Yearbook 2011*. « Military Expenditure », p. 171.

44. MARTINOT, Pierre. « Les exportations d'armes vers l'Amérique du Sud ». Note d'Analyse du GRIP, 8 octobre 2008, Bruxelles, p. 4. [http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES\\_ANALYSE/2008/NA\\_2008-10-08\\_FR\\_P-MARTINOT.pdf](http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2008/NA_2008-10-08_FR_P-MARTINOT.pdf)

45. *SIPRI Yearbook 2011*. « International Arms Transfers », p. 276.

Face au risque d'autonomisation et de diversification des approvisionnements de ces deux États qui représentent plus de 60% de ses exportations de défense, la Russie se cherche de nouveaux partenaires qu'elle attire grâce à « l'efface[ment] de la dette d'un nouveau client » ou grâce à « l'octro[i] de crédits avantageux en contrepartie de la conclusion d'accords d'armements »<sup>46</sup>. Le Venezuela bénéficie par exemple depuis plusieurs années de crédits pour l'achat d'armes russes. Caracas a ainsi obtenu un crédit de 2,2 milliards de dollars en septembre 2009 pour l'achat d'armes<sup>47</sup> et un second crédit de 4,4 milliards de dollars en octobre 2011 pour « la coopération militaire et technique »<sup>48</sup>. Face au risque de copie de la part des Chinois<sup>49</sup>, la Russie a récemment entrepris de durcir la loi relative à la coopération technique en matière militaire afin que les droits de propriété intellectuelle soient respectés par les destinataires des armements russes.

La Russie a souvent été montrée du doigt pour ses exportations d'armes dans des zones sensibles du globe. Ainsi, sur la période 2006-2010, la Russie a également vendu des armes aux deux parties du conflit portant sur le Nagorno-Karabakh : des S-300 à l'Arménie, des tanks et des véhicules blindés à l'Azerbaïdjan<sup>50</sup>. Ce sont des raisons qui ont poussé certains États de l'Union européenne à refuser 66 exportations d'équipements militaires vers la Russie au motif qu'elles pouvaient être ré-expédiées vers un destinataire indésirable et cinq autres en 2009 au motif qu'un risque existait d'une utilisation agressive contre un autre État<sup>51</sup>. Pourtant, un changement est intervenu en 2010 : en vertu de l'embargo sur les armes décrété par le Conseil de sécurité de l'ONU par la résolution 1929 à l'égard de l'Iran, elle a fini par renoncer à vendre des systèmes de défense aérienne S-300 à Téhéran ; ce sont le Venezuela et l'Azerbaïdjan qui en ont donc bénéficié.

Parmi les importations russes récentes, il faut relever la commande de deux navires porte-hélicoptères français de la classe *Mistral* pour un coût total de 1,2 milliard d'euros<sup>52</sup> et la future commande de drones israéliens (entre 48 et 72 appareils) et 24 systèmes de commande pour 53 millions de dollars<sup>53</sup>.

### 1.3.3. Les transferts d'armements de l'Inde

Selon le *SIPRI Yearbook 2011*, l'Inde, sur la période 2006-2010, est le plus gros importateur mondial d'armements conventionnels avec 9% du total mondial des importations. Elle importe 76,7% de ses équipements militaires de la Russie. Le volume de ses importations a augmenté de 21% comparé aux années 2001-2005. Sur la décennie 2001-2010, l'Inde a importé tous ses chasseurs, 75% de ses tanks et 27% de ses navires de guerre<sup>54</sup>. Au regard du livre de commandes en cours, l'Inde va continuer d'être un gros importateur d'équipements militaires ; il est prévu que

46. MAMPAEY, Luc. *Op. cit.*, p. 29.

47 « La Russie accorde 2 milliards \$ de crédit d'armement au Venezuela ». AFP. 13 septembre 2009.

48 « Venezuela Secures \$4B Russian Loan for Military ». AFP. 7 octobre 2011.

49. Moscou s'est en effet vue confrontée à des problèmes de copie et de concurrence : en raison d'un « package » plus avantageux, le JF-17 chinois, fabriqué grâce au moteur russe RD-93, concurrence sévèrement le MiG-29 russe. Toutefois, la Russie, entre concurrence et coopération avec la Chine, choisit la voie de la coopération car les besoins du marché chinois sont immenses et laissent entrevoir d'excellentes perspectives de profits.

50. *SIPRI Yearbook 2011*. « International Arms Transfers », p. 276. Pour rappel, les parties au conflit dans le Nagorno-Karabakh sont soumises à un embargo sur les armes de l'OSCE depuis 1992 ; la Russie est membre de cette organisation multilatérale.

51. *SIPRI Yearbook 2011*. « International Arms Transfers », p. 290.

52. « Iakounine et le rapprochement franco-russe ». Blog Géopolitique du *Figaro*. 21 juin 2011.

53. « La Russie pourrait acheter des drones israéliens et 24 systèmes de commande ». *Ria Novosti*. 16 mai 2012.

54. *SIPRI Yearbook 2011*. « International Arms Transfers », p. 279-280.

son budget d'acquisition d'équipements militaires s'élève à 200 milliards de dollars en 2025<sup>55</sup>. Bien que l'Inde se hisse à la 38<sup>e</sup> place des exportateurs d'armes, ces bilans constituent un aveu de la faiblesse de l'industrie nationale indienne qui est compensée par d'importantes commandes à des firmes étrangères.

À noter que la levée des restrictions américaines à la coopération avec l'Inde sur le nucléaire civil (imposées à la suite des essais nucléaires de 1974 et 1998), a permis à l'Inde d'importer des matériels de haute technologie dits « sensibles » grâce à un accord signé avec les membres du groupe des fournisseurs nucléaires.

#### 1.3.4. Les transferts d'armements de la Chine

Selon le *SIPRI Yearbook 2011*, la Chine, sur la période 2006-2010, est le second plus gros importateur mondial d'armements conventionnels avec 6% du total mondial des importations. 90% de ses importations proviennent de Russie. En effet, la Chine est soumise à un embargo des États-Unis et de l'UE interdisant de se livrer à un commerce d'armes avec la Chine. Parce que son industrie de défense rencontre des difficultés pour se développer, la Chine reste très dépendante des importations, en provenance de la Russie essentiellement. La France, la Suisse, l'Ukraine et la Grande-Bretagne sont les autres gros fournisseurs de la Chine.

Lors de ses commandes de défense, la Chine privilégie l'acquisition en petites quantités d'équipements de haute technologie<sup>56</sup>. Elle opte également pour des équipements qui seront capables de faire du pays une puissance internationale capable de se projeter partout sur le globe : c'est sans doute dans cette optique que Pékin a acquis en 2011 un ancien porte-avion russe, le *Varyag*, bien qu'elle assure que c'est à des fins d'entraînement et de recherche.

Sur le plan des exportations d'armes chinoises, le pays se hisse à la 6<sup>e</sup> place du classement du SIPRI. 44% de ses exportations sont à destination du Pakistan, et ce, depuis le premier conflit indo-pakistanaï de 1965. Ces ventes d'armes chinoises ont deux objectifs : d'une part, contrebalancer la puissance indienne en Asie ; d'autre part, fournir à la Chine un point d'entrée sur l'océan indien et la mer d'Oman<sup>57</sup>.

La Chine est également pointée du doigt pour ses exportations d'armes controversées à des États en conflit ou sous le coup de sanctions internationales. Des experts des Nations unies enquêtant sur les violations de l'embargo sur les armes sur le Darfour ont ainsi rapporté à plusieurs reprises la présence d'armes chinoises dans cette région du Soudan ; ces armes auraient été produites après l'imposition de l'embargo<sup>58</sup>.

#### 1.3.5. Les transferts d'armements de l'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud se trouve à la 16<sup>e</sup> place du classement du SIPRI des plus importants fournisseurs d'armes et à la 26<sup>e</sup> place des plus gros importateurs du secteur.

Afin de combler les lacunes de son armée de l'air, l'Afrique du Sud s'est engagée dans un processus d'acquisition de 36 avions de chasse suédois *Gripen*, dont la livraison doit s'achever en

---

55. *Military Balance 2012*, p. 219.

56. Commandant Sébastien Fontaine. *Quelles perspectives pour le partenariat stratégique sino-russe?* Collège Interarmées de défense, 14<sup>e</sup> promotion. 2007. Mis en ligne en avril 2008 sur le site [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com)

57. *SIPRI Yearbook 2011*. « International Arms Transfers », p. 284-285.

58. « UN clash over Beijing bullets claim ». Africa Confidential. 13 avril 2012. *Sudan: No end to violence in Darfur: Arms supplies continue despite ongoing human rights violations*. Amnesty International. Février 2012.

<http://www.amnesty.org/en/library/info/AFR54/007/2012/en>

2012. Pour répondre aux menaces liées à la piraterie, l’Afrique du Sud a décidé de renforcer la surveillance maritime en acquérant des avions de patrouille et de transport maritime. Elle doit remplacer les premiers et envisager une autre solution que celle du projet de l’A-400M dont elle s’est retirée<sup>59</sup>.

Les principaux destinataires des productions militaires sud-africaines sont les forces armées du pays ainsi que les États africains (Algérie, Angola, RDC et Madagascar en 2009)<sup>60</sup>.

### 1.3.6. Conclusion

Afin de pallier aux lacunes de leur industrie de défense respective, les BRICS développent des politiques d’acquisition d’armements très poussées. À l’exception de la Russie, très gros fournisseur d’armements, les BRICS se situent dans les 30 premiers importateurs d’armements mondiaux. Hormis l’Afrique du Sud, ils acquièrent des équipements ultra-modernes pour les trois armes, ce qui leur permettra non seulement de se projeter au loin, et non plus seulement dans leur étranger proche, mais également d’afficher sur la scène mondiale des appareils dignes des plus grands et de leur ambition internationale.

## 2. Des investissements à relativiser

### 2.1. Des capacités lacunaires et des difficultés prévisibles

Des doutes sont soulevés quant à l’efficacité des forces armées de certains BRICS. Si l’Armée populaire de libération chinoise n’a pas l’expérience d’opérations de guerre ni d’opérations interarmées, les forces armées brésiliennes disposeraient d’équipements dont seulement 53% seraient opérationnels et prêts pour le combat<sup>61</sup>. Côté sud-africain, les trois armes connaissent des difficultés en termes de soutien et d’ingénierie (armée de terre), de manque de personnel sous-marinier, de combat, de plongée ainsi que dans les domaines logistiques, techniques (Marine), de manque d’investissement et d’équipages et de pilotes aguerris (armée de l’air)<sup>62</sup>. Quant à la Russie, ses forces armées connaissent des difficultés en termes de structure (la restructuration de l’armée de terre sur la base d’une brigade interarmes est plus lente que prévue, la composition des unités fait débat...), de recrutement (pléthore d’officiers pour trop peu de sous-officiers, absence de perspectives lors du recrutement des officiers), d’équipements vieillissants, de mauvais gestion administrative qui provoque des retards dans l’exécution des commandes d’État.

Par ailleurs, si les dépenses militaires élevées des BRICS sont aujourd’hui permises par des taux de croissance économique forts, il ne faut pas perdre de vue que les modèles politico-économico-social de ces États sont sujets à débat. Les BRICS ont un PIB par habitant qui n’est pas proportionnel à la richesse des pays. Pour exemple, en 2011, les PIB brésilien, russe, indien, chinois et sud-africain se situent respectivement aux 75<sup>e</sup>, 53<sup>e</sup>, 129<sup>e</sup>, 92<sup>e</sup> et 78<sup>e</sup> places mondiales, tandis que les PIB américain, britannique, français, allemand et japonais se situent respectivement aux 6<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> places<sup>63</sup>. Un jour ou l’autre, les régimes, notamment chinois et indien, s’ils veulent s’inscrire dans la durée, seront confrontés à la nécessité d’entreprendre des réformes

59. *Military Balance 2012*, p. 418.

60. « L’industrie sud-africaine de défense mise sur le high tech pour décoller ». *L’Express*. 30 septembre 2009.

61. *Military Balance 2012*, p. 366.

62. *Military Balance 2012*, p. 418.

63. Fonds Monétaire International, *World Economic Outlook Database*, avril 2012.

politiques internes en faveur du progrès socio-économique de leur population. L'Afrique du Sud risque elle aussi d'être confrontée à d'autres priorités intérieures nécessitant des investissements massifs, notamment la lutte contre la pauvreté, le chômage, le VIH et l'ampleur des inégalités : déjà les dépenses militaires sont sujettes à d'importantes controverses<sup>64</sup>. La Fédération de Russie, quant à elle, doit sa croissance à son économie de rente, basée sur les exportations de matières premières, précisément de pétrole et de gaz : si elle ne veut pas voir son économie soumise aux aléas des prix des matières premières, la Russie va devoir contribuer au relèvement de son secteur industriel, et diversifier ses sources de revenus. De tels changements dans les orientations politiques des BRICS impacteront sans doute les dépenses militaires parce qu'ils plaideront pour des investissements dans d'autres secteurs. C'est déjà arrivé en 2003 au Brésil, lorsque le président Lula a procédé à une coupe de 20% dans le budget de la défense afin de financer son programme « Zero Hunger » qui visait à lutter contre la faim dans son pays<sup>65</sup>.

## 2.2. Des ambitions collectives sans visée expressément bellicistes

### 2.2.1. *Le renouvellement d'armements arrivés en fin de vie*

L'augmentation des dépenses militaires des BRICS coïncide avec l'arrivée en fin de vie de nombre de leurs équipements et armements de défense.

Le Brésil doit renouveler de façon urgente sa flotte aérienne, au risque de connaître un vide capacitaire. La Russie s'est aperçue, avec les guerres en Tchétchénie mais plus encore lors de la guerre en Géorgie, du retard de ses forces armées et de la vétusté de ses équipements militaires qui, pour la majorité, datent de l'époque communiste. L'Inde a procédé à des inventaires de ses stocks d'armes et est arrivée à la conclusion que près de 70% de ses équipements militaires, acquis majoritairement dans les années 1970 et 1980, sont arrivés en fin de vie<sup>66</sup>. Dans les années 1990, les équipements militaires chinois ont une à deux générations de retard ; la modernisation se fait lentement à cause des embargos qui la frappent depuis 1989 (européen et américain notamment) et principalement grâce au voisin russe. Quant aux équipements de transports aériens et maritimes de l'Afrique du Sud, ils sont anciens et ont besoin d'être remplacés rapidement.

### 2.2.2. *Une volonté d'autonomie stratégique*

Les BRICS ne se contentent pas d'augmenter leurs dépenses de défense afin d'acquérir de nouveaux équipements et de nouveaux armements. En effet, ils investissent également dans la R&D et la recherche et technologie (R&T) en vue de constituer des bases industrielles de défense, condition *sine qua non* pour atteindre le niveau d'autonomie stratégique indispensable à toute grande puissance, lui conférant une liberté de décision et d'action sur le plan international. L'on entend par autonomie stratégique la non-dépendance d'un État vis-à-vis d'autres États pour acquérir des équipements militaires. Parvenir à cet état de fait est susceptible de constituer un argument supplémentaire pour le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud dans leur revendication d'un siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

### 2.2.3. *Plus qu'une volonté d'affirmation régionale, une ambition internationale*

Afin de prétendre au statut de puissance internationale, il faut posséder toute une panoplie d'outils permettant d'avoir une influence certaine sur des régions du monde et de prendre sa

64. SIPRI Yearbook 2011. « Military Expenditure », p. 179.

65. SIPRI Yearbook 2011. « Military Expenditure », p. 170.

66. SIPRI Yearbook 2011. « International Arms Transfers », p. 279.

place sur la scène internationale. C'est dans le but de devenir des puissances complètes capables de peser sur la politique internationale que les BRICS développent leur outil de défense et acquièrent des équipements militaires de pointe.

L'on connaît la volonté du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud de se voir attribuer un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU), autrement dit de se positionner non plus seulement comme des puissances régionales mais surtout comme des acteurs majeurs de la politique internationale. Réaliser des « achats de prestige »<sup>67</sup> comme les porte-avions et le sous-marins lanceur de missiles balistiques pour l'Inde ou les sous-marins nucléaires pour le Brésil, développer des missiles de longue portée tels le AGNI-V indien fait entrer ces pays dans un club très fermé de grandes puissances auxquels ne sont conviés justement que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Étendre le réseau diplomatique d'attachés de défense et accroître la participation des forces armées nationales aux opérations de paix régionales de l'Union africaine ou internationales de l'ONU témoignent de la volonté sud-africaine de jouer un rôle accru en matière de diplomatie de défense, à même de lui ouvrir les portes du CSNU.

### 2.3. Répondre à des besoins de défense et de sécurité propres aux particularités de chacun

D'autre part, si certains BRICS augmentent leurs dépenses militaires, c'est également afin de répondre à des besoins de protection ou à des menaces spécifiques sur le plan régional.

#### 2.3.1. Le Brésil

En l'absence de réelle menace pesant sur sa sécurité, le choix du Brésil d'investir dans le secteur de la défense est dû plus par la « recherche du prestige ou de statut, [que] par des besoins liés à la défense nationale »<sup>68</sup>.

Il existe cependant des motifs liés à la protection des intérêts économiques du Brésil. En raison de l'immensité de son espace maritime de 4,5 millions de kilomètres carrés, le Brésil a adopté un Plan d'articulation et d'équipement de la Marine du Brésil qui prévoit sur trente ans, jusqu'en 2031, des investissements de 80 milliards d'euros. Le renforcement de la Marine vise à défendre les plateformes pétrolières d'abord et les territoires et espaces maritimes (Amazonie et Atlantique Sud) ensuite. C'est dans cet objectif qu'elle a opté pour une stratégie d'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire ainsi que pour la création d'une deuxième flotte au nord du pays –les deux flottes étant chacune dotée d'un porte-avions, de frégates multimissions et d'une force amphibie<sup>69</sup>. Autre raison qui pousse le Brésil à se doter d'importants équipements militaires et à développer son industrie de défense, la nécessaire protection de l'« Amazonia Azul » pour désigner l'immense gisement de pétrole découvert à 8000 mètres de profondeur dans l'Atlantique.

#### 2.3.2. La Russie

Côté russe, la tendance n'est pas à la baisse en matière de dépenses de défense : en effet, face au déploiement du bouclier antimissiles de l'OTAN, Vladimir Poutine, alors qu'il n'était que candidat à la présidence russe, a récemment annoncé vouloir procéder à un « réarmement sans

---

67. BELLAIS, Renaud. « Le réarmement des BRICS est le reflet de leur poids économique croissant ». Le Monde. 29 février 2012.

68. SIPRI Yearbook 2011. « Military Expenditure », p. 173.

69. WIESEBRON, Marianne L. « L'Amazonie bleue : enjeux et contraintes maritimes du Brésil ». Revue Défense nationale, p. 48.

précédent »<sup>70</sup> de la Russie, tant sur le plan des forces conventionnelles que sur le plan des forces nucléaires. Dans le contexte de l'élection présidentielle, l'annonce du programme militaire de Poutine était adressée au très fort sentiment patriotique des électeurs russes : raviver le souvenir de la puissance militaire passée de la nation soviétique et faire reposer sur sa renaissance le possible essor socio-économique du pays a été un instrument du discours politique du candidat Poutine en vue d'assurer sa victoire à la présidence de la Fédération de Russie.

En réalité, il n'a fait que préciser certains aspects du programme de modernisation de la décennie à venir déjà annoncé en 2011 et en préparation depuis 2010. Ce vaste programme de réarmement russe sur dix ans représente 772 milliards de dollars, soit légèrement plus que ce qui est consacré annuellement par les États-Unis à leur défense – plus de 700 milliards de dollars<sup>71</sup>.

### 2.3.3. L'Inde

Plusieurs raisons, principalement liées à la sécurité nationale, sont à l'origine de la politique d'armement de l'Inde. Celle-ci estime en effet devoir faire face à quatre menaces : tout d'abord, la menace pakistanaise qui, pour New Delhi, s'est accrue depuis les attentats de Mumbai en 2008, qu'elle attribue à Islamabad. Elle suit de près l'évolution des dépenses militaires pakistanaises qu'elle prend en compte pour l'établissement de son propre budget militaire et de ses projets d'acquisition d'armement. La hausse des importations pakistanaises d'armement de 128% par rapport aux cinq années précédentes<sup>72</sup> pousse l'Inde dans la même voie afin de parer l'éventualité d'un conflit soudain, comme celui de Kargill en 1999.

Seconde menace, l'existence de conflits internes, notamment la rébellion maoïste Naxalite qui incite New Delhi à équiper ses forces armées et paramilitaires en vue des opérations les opposant aux révolutionnaires.

Troisième menace, celle en provenance de son voisin chinois avec lequel les tensions sont nombreuses : le tracé de la ligne frontalière, dite « ligne McMahon », n'est pas reconnu par la Chine ; l'écoulement des eaux du fleuve Bramapoutre sur les terres indiennes risque d'être amoindri par la construction chinoise d'une centrale hydroélectrique ; l'exploitation indienne de gisements off-shore en mer de Chine du Sud est contestée par la Chine ; le programme chinois de modernisation navale et les projections chinoises dans l'Océan Indien<sup>73</sup> sont redoutés par New Delhi.

Enfin, l'Inde craint pour la sécurité de ses approvisionnements énergétiques qui, transitant entre le Golfe persique et le détroit de Malacca, sont menacés par la montée des actes de piraterie maritime.

### 2.3.4. La Chine

Plusieurs facteurs sont à l'origine des investissements chinois croissants dans le secteur de la défense. Concernant les menaces sur le plan intérieur, il est fait mention des menaces ouïghour et tibétaine pour la stabilité nationale, ainsi que celle pouvant peser sur son intégrité territoriale – une façon déguisée de viser également Taïwan. Sur le plan régional, la Chine n'a pas de visée explicitement hégémonique mais elle tient à s'affirmer face au Japon et à l'Inde en se projetant dans l'espace maritime de l'Asie orientale. À l'international, l'administration communiste chinoise

---

70. « Poutine promet un réarmement 'sans précédent' de la Russie ». *Le Point*. 20 février 2012.

71. « Tout le monde réarme, sauf les Européens ». *Le Monde*. 23 février 2012.

72. *SIPRI Year Book 2011*. « International Arms transfers », p. 279.

73. La stratégie chinoise dite du « collier de perles » consiste à construire un réseau de ports au Bangladesh, au Myanmar, au Pakistan et au Sri Lanka.



est fort déterminée à concurrencer la première puissance mondiale en projetant sa force navale dans le détroit de Formose, et à réduire le fossé militaire et technologique avec les États-Unis.

### 2.3.5. L'Afrique du Sud

Si l'Afrique du Sud ne suit pas la dynamique des quatre autres États en matière de défense, il n'en demeure pas moins que ses forces armées ont un besoin crucial d'investissements afin de pouvoir mener à bien l'ensemble de leurs missions. L'Afrique du Sud étant une puissance régionale, elle participe sur le continent africain à des opérations de maintien de la paix, des opérations de lutte contre la piraterie maritime, et à des missions d'interposition en cas de crise.

Cependant, ce n'est pas du continent africain que vont venir les exigences relatives à une amélioration qualitative de son outil de défense, mais de ses partenaires des BRICS. En effet, si à l'origine, leurs objectifs étaient le développement économique et la coopération, il faut aujourd'hui y ajouter la volonté de jouer un rôle géopolitique. L'Afrique du Sud se révèle être un acteur clé en la matière au sein des BRICS en raison de la situation géostratégique de ses ports, de ses ressources naturelles et de son statut en Afrique. Si l'Afrique du Sud veut rester membre des BRICS, elle va devoir investir dans ses capacités de défense, afin de constituer des forces maritimes et navales suffisamment équipées pour protéger et défendre sa place stratégique<sup>74</sup>. De futurs investissements sont donc à prévoir.

## 2.4. L'émergence militaire des BRICS : une fausse menace pour les Occidentaux en général et les Européens en particulier

À la lueur des objectifs politiques, diplomatiques, économiques et militaires poursuivis par les BRICS, il semble clair que leur politique stratégique ne vise pas à soumettre par la force leur étranger proche ou même lointain. La politique de défense des BRICS s'inscrit dans un programme plus vaste qui touche à la gestion des affaires internationales.

### 2.4.1. Un objectif commun : s'opposer ensemble au modèle de gouvernance mondiale actuel

Chacun des cinq BRICS s'est déjà démarqué sur un dossier international en adoptant une position allant à l'encontre de l'avis exprimé par la « communauté internationale » par la voix du CSNU ou du Secrétaire général des Nations unies. Il ne s'agit pas, pour les BRICS, de s'inscrire à tout prix dans une stratégie d'opposition, mais de prôner une gestion multilatérale des affaires du monde. Les grandes puissances émergentes, méprisées par les organes décideurs de la communauté internationale, promeuvent « un ordre institutionnel plus représentatif de la distribution du pouvoir entre États nationaux »<sup>75</sup> et d'autres principes, tels la non-ingérence, les règlements négociés des conflits, la gestion participative des dossiers internationaux.

### 2.4.2. Mais une absence d'unité patente

Bien que les BRICS semblent vouloir défier ensemble la communauté internationale et ses normes, ils ne sont pas tous prêts à assumer les coûts d'une telle opposition. Le Dr Arturo Oropeza García estime peu probable le soutien du Brésil aux positions chinoises et russes sur les dossiers syrien, afghan ou iranien, sous peine de mettre à mal ses relations avec les États-Unis et ses voisins

74. KRUGER, Anton. « From BRIC to BRICS and South Africa's military ». *ISS Pretoria*. 27 mai 2011.

75. RAMALHO DA ROCHA, Antonio Jorge. « Stabilité et implication internationale du Brésil ». *Revue Défense internationale*. Mars 2011, p. 36.

régionaux<sup>76</sup>. Il en va de même pour l'Inde ou l'Afrique du Sud qui n'ont aucune intention de rompre leurs relations avec les États-Unis.

Par ailleurs, si les BRICS tirent des avantages de leur coopération, ils n'en demeurent pas moins des rivaux, voire pour certains des adversaires. Trois d'entre eux sont en compétition pour un siège au Conseil de sécurité ; deux concourent pour le leadership en Asie et sont sur le point de lancer dans la région une course aux armements ; leurs entreprises du secteur de la défense se battent pour les mêmes marchés. Entre compétition et coopération, ils ont tous opté, pour le moment, pour la deuxième solution, qui leur permet de poursuivre plus ou moins rapidement leur ascension sur la scène internationale, mais la méfiance règne.

### 3. Une aubaine pour l'industrie européenne de défense ?

#### 3.1. Des perspectives encourageantes

En raison des insuffisances dans leur industrie de défense nationale, les BRICS sont forcés d'avoir recours à des importations d'équipements militaires, dont de nombreuses proviennent d'entreprises européennes. Les Européens se révèlent capables de répondre aux besoins exprimés par les BRICS : en effet, des négociations en cours ou des acquisitions récentes ou en cours prouvent que les Européens, individuellement ou collectivement<sup>77</sup>, selon le domaine concerné, sont à même de répondre aux besoins militaires des puissances émergentes.

Le Brésil a par exemple opté pour un « partenariat à la fois humain et technologique »<sup>78</sup> avec le français DCNS en vue d'acquérir quatre sous-marins de la classe « Scorpène » : plusieurs dizaines d'ouvriers qualifiés brésiliens ont ainsi pu être formés en France par la firme DCNS.

Lorsqu'il s'agit d'équipements modernes que l'industrie nationale n'est pas capable de fournir, la Russie a recours aux importations, avec parfois une forte valeur symbolique : le ministère russe de la Défense a commandé deux navires porte-hélicoptères français de la classe *Mistral* –il s'agit de la première vente d'un bâtiment de guerre à la Russie par un pays occidental depuis la Seconde Guerre mondiale<sup>79</sup>.

Les négociations indo-françaises sont en bonne voie pour l'acquisition de 126 *Rafale* du fabricant français *Dassault Aviation* : au-delà du renouvellement de la flotte, ce que les Français vont apporter aux Indiens, c'est du « savoir-faire pour la production d'avions de combat, y compris jusqu'au niveau des composants »<sup>80</sup>. L'Italie va fournir une assistance technique à la construction en Inde de trois porte-avions<sup>81</sup>. La Suède et l'Allemagne sont sollicitées pour équiper les forces armées et paramilitaires indiennes pour leurs opérations de stabilité intérieure. D'autre part, l'Inde souhaite accroître ses capacités, plus particulièrement dans le domaine du nucléaire. En matière de nucléaire civil, les relations franco-indiennes sont florissantes avec l'accord-cadre de

---

76. OREPEZA GARCÍA, Arturo. « A China le conviene la pantalla que le dan los BRICS ». Instituto de Estudios Internacionales, Universidad de Chile. 17 mai 2012.

77. Il faut ici rappeler que Dassault Aviation a eu la préférence de l'Inde face au consortium européen composé de BAE Systems, EADS et Finmeccanica, qui présentait l'avion de combat *Typhoon*.

78. « DCNS réalise la dernière jonction en France du premier sous-marin Scorpène pour le Brésil ». DCNS. 8 décembre 2011.

79. « La France espère livrer un Mistral à la Russie fin 2012 ». *Le Figaro*. 17 juin 2011.

80. « Inde : le contrat Rafale sera signé au plus tôt fin 2012 ». *La Tribune*. 16 avril 2012.

81. *SIPRI Year Book 2011*. « International Arms Transfers », p. 282-283.

coopération nucléaire en 2008, l'accord sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire en 2009 et, enfin, en 2012, l'accord facilitant les « échanges intellectuels » sur ce domaine entre les deux pays. *Areva* et la *Nuclear Power Corp of India* seront également partenaires afin de construire deux réacteurs de type EPR.

Les entreprises de l'industrie de défense sud-africaines trouvent chez les producteurs d'armes européens des partenaires lui permettant de participer à d'importants projets. Ainsi *Denel Aerostructures* fournit, dans le cadre du programme européen de l'A-400M, des éléments du fuselage et des ailes.

Les Européens, individuellement ou collectivement, selon le domaine de compétences, ont une carte à jouer puisque, au regard des exemples ci-dessus, ils ont la capacité de fournir les équipements militaires dont ont besoin les BRICS, et de procéder à des transferts de technologie indispensables au développement des savoir-faire scientifique et technologique de ces puissances émergentes, désireuses d'augmenter leurs capacités d'innovation et industrielles. S'ils tournent le dos à ces opportunités, ils seront maintenus à l'écart d'importants contrats, de même qu'ils ne pourront contrôler, via un processus d'accompagnement, le degré d'armement des BRICS. Mais plus gênant encore, ils risquent à la fois de favoriser leurs concurrents (américains surtout), les coopérations régionales et les coopérations entre BRICS.

### 3.2. Freinées toutefois par les projets régionaux et bilatéraux et les impératifs de la politique internationale

#### 3.2.1. Les projets régionaux

La possibilité de coopérations futures avec les puissances occidentales, notamment européennes, se voit potentiellement compromise par l'intégration militaire sur le plan régional. Il en va ainsi du Brésil qui, pour se développer, a choisi l'intégration régionale avec le Mercosur, l'UNASUR et le Conseil de Défense sud-américain qui promeut la coordination politique, l'intégration militaire et « l'intégration des bases industrielles et de défense pour arriver à la construction de l'unité sud-américaine *sans la participation des pays étrangers à la région* »<sup>82</sup>. La Russie est également concernée dans le cadre de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) : l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie ont mis en place un système de défense commune qui passe notamment par un système intégré de défense aérienne, et se sont fixé comme objectif une coopération accrue entre les industries de défense. Les autres BRICS, bien que membres d'organisations régionales de sécurité ou comprenant la sécurité comme domaine d'action (l'Organisation de coopération de Shanghai (OSC) pour la Chine, l'UA pour l'Afrique du Sud) ne côtoient pas des membres suffisamment forts sur les plans économique, industriel, technologique ou militaire, pour que de réels partenariats et mises en commun d'équipements militaires puissent être entrepris dans l'immédiat.

#### 3.2.2. Les accords bilatéraux entre BRICS

Pour répondre à leurs besoins, les BRICS concluent également des partenariats entre eux afin d'améliorer leurs capacités dans l'industrie de défense, comme l'illustrent les exemples ci-dessous.

---

82. *C'est nous qui soulignons*. WIESEBRON, Marianne L., *art. cit.*, p. 48.



Le missile Brahmos russo-indien (source RP Defense overblog)

La Russie et l'Inde sont des partenaires stratégiques de longue date : ensemble, ils développent un avion de chasse de 5<sup>e</sup> génération et discutent actuellement de fabriquer un missile de croisière hypersonique, variante du *Brahmos*.

La Chine reste très dépendante de son partenariat avec la Russie, et notamment de ses moteurs d'avions. Des commandes ont d'ailleurs eu lieu en 2011 pour équiper les chasseurs chinois J-10 et J-11<sup>83</sup>.

Autre exemple, en 2009, l'Afrique du Sud et le Brésil ont procédé avec succès au vol d'essai

du missile air-air à guidage infrarouge *A-Darter*, qu'ils ont développé conjointement.

Enfin, dernier exemple en date, le rapprochement indo-brésilien : en marge du 4<sup>e</sup> sommet des BRICS en mars 2012, le Brésil et l'Inde en ont profité pour approfondir leur Alliance stratégique conclue en 2006 et entendent « articuler leurs industries militaires [...] de façon aussi autonome que possible des grandes puissances »<sup>84</sup>.

### 3.3. Oui à de futurs partenariats mais sous conditions

#### 3.3.1. Contribuer à l'armement des BRICS au nom des intérêts européens

##### *L'intérêt géopolitique*

Armer ses alliés c'est non seulement les doter des capacités nécessaires et suffisantes pour assurer leur propre sécurité mais aussi permettre de contrebalancer la puissance d'un adversaire dans une région. L'on peut ainsi voir, derrière l'armement de l'Inde par certaines puissances, telles la Grande-Bretagne ou la Russie, deux buts sous-jacents : d'une part, s'en faire un allié dans la lutte antiterroriste ; d'autre part, contribuer à créer un contrepoids régional à la puissance chinoise<sup>85</sup>.

##### *L'intérêt économique et industriel*

Nouer des coopérations, conclure des contrats et accepter les transferts de technologies qui en découlent avec les puissances émergentes, quel que soit le secteur, est attrayant pour les entreprises étrangères du point de vue de l'importance du « marché adressable »<sup>86</sup>, c'est-à-dire du nombre de personnes potentiellement concernées par la diffusion d'un produit. C'est ce qui pousse certains États européens à plaider, par exemple, en faveur de la levée de l'embargo sur la Chine : sur le marché chinois, c'est la « stratégie du *win-win-win* où l'entreprise gagne en y transférant sa technologie, où la Chine gagne en croissance économique liée à l'introduction de

83. *Military Balance 2012*, p. 213.

84. « La nouvelle alliance militaro-industrielle entre l'Inde et le Brésil ». *Presse gauche*. 24 avril 2012.

85. *SIPRI Yearbook 2011*. « International Arms Transfers », p. 280.

86. LAULUSA, Léon, DELPY, Patrick., *art. cit.*, p. 128.

nouvelles technologies et où les pays émergents gagnent en accédant, au travers des exportations chinoises, à des produits de haute technologie aux moindres coûts »<sup>87</sup>.

L'Europe peut, à l'instar de la Chine, faire preuve d'un « pragmatisme opportuniste »<sup>88</sup>, et entreprendre des coopérations avec les BRICS dans des domaines où certains de ses membres sont à même de « rivaliser avec la concurrence américaine, chinoise ou japonaise »<sup>89</sup>. Mais cela nécessite une politique industrielle européenne, un renforcement de l'exécutif européen et une stratégie coordonnée des États membres sur le long terme<sup>90</sup>.

### 3.3.2. Contribuer à l'armement des BRICS sous conditions

#### *La crainte suscitée par les transferts de technologie*

La difficulté de coopérer avec les BRICS réside dans la forte concurrence existante entre les fournisseurs d'armes : en effet, les BRICS accordent le marché au plus offrant ou, à tout le moins, à l'État le plus disposé à accepter leurs exigences. Cela contraint nombre de fournisseurs à se plier aux demandes de compensations directes et de transferts de technologie, par crainte de ne pas trouver d'autres débouchés. Or, les transferts de technologie sont dangereux lorsqu'ils ne sont pas suffisamment encadrés et limités. Dangereux en ce qu'ils créent un risque de reproduction des technologies par l'État acquéreur et donc, une perte en matière d'avancée technologique pour l'État fournisseur. D'une part, la question de la propriété intellectuelle doit donc être abordée sans tabou lors de la conclusion de contrat (avec dépôt de brevet ou production sous licence) ou de partenariat avec un État tiers, de même que doit être mise en place une « politique dissuasive appropriée contre le piratage »<sup>91</sup>, au risque sinon, pour les entreprises européennes de l'armement de voir s'amoinrir leurs perspectives de développement et de réalisation de profits dans les puissances émergentes.

Autre moyen pour l'Europe de contrer le risque de « créer les conditions d'une concurrence contre ses intérêts », celui de « favoriser les transferts de technologie uniquement dans les secteurs dans lesquels elle met suffisamment de moyens de recherche et de développement [en vue de conserver] durablement une avance technologique sur la Chine »<sup>92</sup> mais également sur les autres BRICS. Une autre parade consisterait à établir un « périmètre stratégique » qui conduirait à refuser, catégoriquement, l'exportation de certains matériels où l'avance technologique européenne serait conséquente, et dont l'achat permettrait à la Chine ou à toute autre puissance émergente d'acquérir les capacités européennes à moindre coût et sans le moindre acte belliqueux<sup>93</sup>. Dans le cas contraire, les forces armées des puissances émergentes risquent d'acquérir une autonomie telle vis-à-vis des produits et savoir-faire européens qu'elle pourrait devenir dommageable, tant dans le domaine économique (exportation et balance commerciale) qu'en termes de stratégie militaire.

87. Ibidem.

88. COURMONT, Barthélémy. « Les limites de la politique chinoise d'Obama ». *Politique américaine* n° 19. Avril 2012, p. 107.

89. KY, Patrick. « Quelle place pour l'Europe, entre les États-Unis et la Chine ? ». *La Revue internationale et stratégique* n° 81, printemps 2011, p. 121.

90. Ibidem.

91. POITEVIN, Cédric. « Embargo de l'UE sur les ventes d'armes à la Chine : stop ou encore ? ». 1<sup>er</sup> novembre 2006, p. 4. [http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=394&titre\\_page=NA\\_2006-11-01\\_FR\\_C-POITEVIN](http://www.grip.org/fr/siteweb/dev.asp?N=simple&O=394&titre_page=NA_2006-11-01_FR_C-POITEVIN)

92. KY, Patrick, *art. Cit.*, p. 122-123.

93. Idée émise lors de la rédaction d'une note collective au cours du 72<sup>e</sup> séminaire Jeunes de l'IHEDN. 29 août-3 septembre 2011.

À noter que dans le cadre des négociations sur le traité sur le commerce des armes, le Brésil et l'Inde notamment s'opposent à ce qu'il soit fait mention explicite des transferts de technologie par crainte qu'une réglementation internationale en la matière porte atteinte à leur développement technologique. Brasilia estime en effet que « le TCA ne devrait pas faire de discrimination à l'égard des pays qui cherchent à atteindre leur développement technologique, en particulier des pays en développement »<sup>94</sup>.

#### *Le décalage en matière d'investissements dans la R&D*

Si l'on prend l'exemple chinois, Pékin semble déterminée à accroître ses investissements en matière de R&D, contrairement aux Européens qui, contraints aux coupes budgétaires dans tous les secteurs, peinent à soutenir l'effort de 3% du PIB pourtant inscrit dans la stratégie de Lisbonne<sup>95</sup>. Si la conclusion de nouveaux contrats dans le secteur de la défense peut permettre de redynamiser l'industrie européenne de la défense sur le court terme, il n'est pas évident que, sur le long terme, les industriels européens restent attrayants si leur capacité d'innovation se ralentit et se voit concurrencée par d'autres. C'est au niveau européen, et non plus national, que doit être pris l'engagement d'un investissement massif dans la R&D malgré les difficultés économiques : l'exécutif des différents États européens doit agir collectivement afin de sauvegarder l'« industrie de souveraineté » et l'avancée technologique qui l'accompagne.

#### *Le risque de contribuer au suréquipement d'États, sources potentielles de conflits intérieurs et extérieurs*

Par ailleurs, en contribuant à armer les BRICS, les États occidentaux participent à la construction de puissances militaires modernes dans des régions instables pour certains (Russie, Inde, Chine). Ces États qui se posent en puissance régionale et en médiateur de potentiels conflits peuvent devenir à leur tour des facteurs d'instabilité interne et externe.

Une évaluation stricte des transferts d'armes selon les huit critères définis par la Position commune européenne devrait d'ailleurs amener les États européens à remettre en question des exportations d'équipements militaires à destination de certains BRICS. Ainsi, l'embargo de l'UE à l'encontre de la Chine depuis 1989 interdit toute exportation d'armements et de coopération militaire à destination de ce pays ; les situations des droits humains en Russie et en Chine font l'objet de fortes critiques internationales qui justifieraient la non-exportation d'armements envers ces États ; la situation intérieure de ces États (Xinjiang, Taïwan, Tchétchénie) va dans le même sens ; les conflits intérieurs ou régionaux ou les risques de dérapage militaires dans lesquels certains BRICS sont impliqués (Inde-Pakistan, Chine-Taïwan, Chine-îles Spartleys, Russie-Géorgie) sont des facteurs suffisants pour motiver un refus d'exportation ; la Russie et la Chine sont connues pour soutenir, y compris par des coopérations militaires et des livraisons d'armes, des acteurs, étatiques ou non (tels l'Iran, la Corée du Nord, le Pakistan, le Hamas, le Soudan ou encore la Syrie), considérés comme susceptibles de nuire à la sécurité des Européens ou de ses alliés en cas de conflits ou lors d'opérations extérieures de leurs forces armées.

---

94. MOREAU, Virginie. « Le Traité sur le commerce des armes : les enjeux pour 2012 ». *Rapport du GRIP. 2012, p. 22.*

95. KY, Patrick, *art. cit.*, p. 119-120.

## Conclusion

Les BRICS entreprennent de « [se] doter de la panoplie complète des leviers de la puissance, de la diplomatie à la projection de la force militaire en passant par le dynamisme économique, et jouent sur la zone grise entre confrontation et compromis avec les États-Unis pour éviter un conflit frontal dans les zones de croisement d'influence »<sup>96</sup>. Autrement dit, la stratégie d'augmentation des dépenses militaires des BRICS s'inscrit dans une logique de long terme qui vise à faire d'eux des acteurs de premier plan sur la scène internationale, dotés de capacités susceptibles de faire entendre leurs voix et leurs positions face aux acteurs traditionnels de la communauté internationale. Il va sans dire qu'un État doté de moyens de coercition adéquats, et pouvant compter sur des capacités économiques et financières incontournables, sera plus facilement écouté qu'un autre dépourvu de tels arguments.

Parler des BRICS comme d'une potentielle menace militaire pour les puissances occidentales est aujourd'hui infondé. Les raisons des investissements massifs dans le secteur de la défense sont plurielles, mais dépourvues d'intentions bellicistes à l'égard d'autres acteurs internationaux. En revanche, la persistance de conflits régionaux dans lesquels certains d'entre eux (Russie, Inde, Chine) sont impliqués fait planer la menace de dérapages militaires et donc d'instabilité dans certaines régions clés.

L'un des moyens de surveiller les développements militaires de ces États est d'y participer. L'expert des questions de défense et de sécurité, Jean-Pierre Maulny, résume la situation en ces termes « ces pays ont l'argent pour acheter des armes alors que nous avons les équipements qu'ils souhaitent et les technologies qu'ils souhaitent développer »<sup>97</sup>. En leur faisant bénéficier des capacités européennes en recherche fondamentale, en nouant des partenariats et en leur fournissant des équipements militaires, les Européens peuvent contrôler le degré des transferts de technologie, intégrer des contrôles du destinataire final et des conditions de non-utilisation à des finalités agressives, à condition toutefois que les Européens prennent la peine de vérifier ces conditions/contrôles et que ceux-ci ne restent donc pas de simples formalités avant autorisation d'exporter. Par ailleurs, en exigeant des équipements sans cesse plus modernes et plus sophistiqués, les BRICS contribuent à stimuler la R&D européenne et les industries de défense européennes.

\* \* \*

---

96. FLEURANT, Aude-Emmanuelle, directrice, domaines études Armements et économie de défense de l'IRSEM. « Entre volonté de rattrapage et ambitions régionales des BRICS ». *Le Monde*. 29 février 2012.

97. MAULNY, Jean-Pierre, directeur-adjoint, expert des questions de sécurité et de défense de l'IRIS. « Le paradoxe du réarmement des BRICS ». *Le Monde*. 29 février 2012.

Avec le soutien de la



Wallonie

***Bérangère Rouppert** est chargée de recherche au GRIP. Ses travaux portent sur les questions liées au désarmement et à la non-prolifération des armes de destruction massive. Elle a récemment publié « Les armes nucléaires tactiques en Europe : les enjeux d'un éventuel retrait » (Rapport du GRIP, mai 2012) et « La Convention d'interdiction des armes chimiques : réalisations, défis et nouvelles priorités de la Convention » (Rapport du GRIP, mars 2012).*

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < [www.grip.org](http://www.grip.org) >